

Note de recherche stratégique 5

La pensée stratégique des deux Corées

Antoine Bondaz

Doctorant rattaché à l'IRSEM¹

La pensée stratégique coréenne s'est dédoublée depuis la division de la péninsule. La dimension nucléaire est aujourd'hui au cœur de la pensée nord-coréenne, comme élément principal de dissuasion et de survie du régime. La Corée du Sud a fait évoluer sa pensée stratégique en partie en réponse aux deux attaques nord-coréennes de 2010 (*Cheonan* et *Yeonpyeong*). Une dissuasion active et sur mesure, mettant l'accent sur la défense de l'espace maritime et un renforcement de l'alliance militaire avec les États-Unis, demeure au cœur de cette pensée stratégique, faisant de la nucléarisation du pays un faux-débat. L'impuissance des grandes puissances, leur incapacité à coopérer du fait d'intérêts divergents fait de la dénucléarisation de la Corée du Nord ou de l'effondrement du régime, un scénario peu probable. Alors que les acteurs régionaux traitent ce problème de façon régionale et non globale, la France et l'Union européenne sont marginalisées.

SOMMAIRE

1 – DES PENSEURS CLASSIQUES SE CONCENTRANT SUR LES CONFLITS ASYMÉTRIQUES	2
2 – LA DIMENSION NUCLÉAIRE AU CŒUR DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE NORD-CORÉENNE	3
3 – LES TROIS PILLIERS D'UNE PENSÉE STRATÉGIQUE SUD-CORÉENNE ÉVOLUTIVE	5
4 – LE FAUX DEBAT SUR LA NUCLÉARISATION DE LA CORÉE DU SUD	8
5 – L'IMPUISSANCE DES PUISSANCES RÉGIONALES	9
6 – UNE MARGINALISATION EUROPÉENNE ET FRANÇAISE	10
POUR ALLER PLUS LOIN	11

¹ L'auteur s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.



Le cycle de tensions du printemps 2013, initié par l'essai balistique du 12 décembre 2012 et le troisième essai nucléaire nord-coréen du 12 février 2012, a cédé la place à un nouveau cycle de négociations dans la péninsule coréenne. Il semble qu'aussi bien au Nord, qu'au Sud, la pensée stratégique n'ait pas été affectée par ces événements récents. Leur pensée stratégique réciproque reste dominée par la notion de dissuasion. La Corée du Nord, présentée à tort comme un État irrationnel et imprévisible, a en réalité une pensée stratégique développée autour d'un objectif clair : la dissuasion de toute tentative de renversement du régime. Le Sud, dont l'alliance militaire avec les États-Unis demeure la clé de voute, cherche à accroître ses capacités et dissuader son voisin du nord de toutes nouvelles attaques sur son territoire. Ces lignes rouges ne se chevauchent pas. Cependant, le possible entrainement des grandes puissances régionales dans un conflit amène les États-Unis et la Chine à accroître leur influence sur leur allié respectif.

1. DES PENSEURS CLASSIQUES SE CONCENTRANT SUR LES CONFLITS ASYMÉTRIQUES

Durant plus de deux mille ans, des royaumes coréens rivaux cherchant à unifier la péninsule ont coexisté, soit en parallèle de la prédominance d'une grande puissance extérieure contrôlant la péninsule coréenne, soit d'un équilibre fragile entre deux grandes puissances en compétition pour son contrôle. Les penseurs coréens classiques ont ainsi concentré leurs écrits et actions sur les conflits asymétriques, les conflits avec des troupes nomades mobiles ou encore la gestion d'alliance. On peut en retenir cinq :

- **Eulji Mundeok** (乙支文德 – VII^e siècle) : chef militaire, principal protagoniste lors de la défense du royaume coréen de Goguryeo dans la guerre asymétrique l'opposant à l'empire chinois des Sui, notamment lors de la bataille de Salsu, en 612. Spécialiste des embuscades, il a donné son nom à l'exercice militaire annuel conjoint avec l'allié américain, *Ulchi-Freedom Guardian* (UFG).
- **Kim Yushin** (金庾信 – VI^e siècle) : général du royaume de Silla. Après s'être allié avec Baekje contre Goguryeo, il trahit Baekje et l'envahit. Face à un front uni des deux autres royaumes coréens, il s'allie cette fois avec l'imposant empire chinois des Tang et parvient à unifier la péninsule. Il développe une vision géopolitique de la pensée stratégique coréenne.
- **Gang Gam-chan** (姜邯贊 – X^e siècle) : intellectuel et politicien devenu chef militaire du royaume coréen unifié de Goryeo. Il défait les tribus nomades Khitans et instaure une période de relative stabilité avec les empires chinois Liao et Song. Il définit une



pensée pragmatique prônant l'équilibre des forces.

- **Yun Gwan** (尹瓘 – XI^e siècle) : chef militaire de Goryeo, qui repousse les attaques des tribus nomades de Mandchourie. Il concentre sa pensée sur le développement des fortifications et des troupes mobiles de cavalerie d'élite (Byeolmuban).
- **Yi Sun-shin** (李舜臣 – XVI^e siècle) : héros national considéré comme le plus grand amiral de l'histoire coréenne. Il défait l'imposante flotte japonaise lors des guerres Imjin (1592-1598). Son titre de Commandant naval des trois provinces demeurera le plus élevé dans la marine coréenne jusqu'en 1896. Il est présenté comme l'inventeur des navires-tortues (*Geobukseon*), ancêtre du cuirassé, qui permet de compenser l'infériorité numérique par l'innovation et la rupture technologique.

2. LA DIMENSION NUCLÉAIRE AU CŒUR DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE NORD-CORÉENNE

Le dernier épisode de provocations nord-coréennes, marqué par l'essai balistique du 12 décembre 2012 et le troisième essai nucléaire le 12 février 2013, ont consolidé la stratégie et les objectifs du régime. La dimension nucléaire demeure au cœur de la pensée stratégique nord-coréenne, rendant toute dénucléarisation d'autant plus difficile. Le régime nord-coréen continue de promouvoir une défense nationale autonome, en accord avec les « *directions militaires en quatre points* » adoptées en 1962. L'objectif officiel du régime demeure le maintien d'une supériorité militaire sur la Corée du Sud alors que l'unification de la péninsule coréenne est toujours présentée comme « *le devoir national suprême* ». Au-delà, la Corée du Nord continue de vouloir normaliser ses relations diplomatiques avec Washington et Tokyo, et transformer l'armistice de 1953 en traité de paix. Cette volonté de reconnaissance de la Corée du Nord par les États-Unis, et d'un dialogue permanent direct (et non à travers le canal onusien) est un élément trop souvent sous-estimé.

La dissuasion nucléaire est au cœur de la pensée stratégique permettant d'assurer *in fine* la survie du régime nord-coréen. L'idée largement répandue dans les années 2000 selon laquelle la Corée du Nord développait un programme nucléaire à des fins de marchandage diplomatique (« *bargaining chip* ») vis-à-vis des États-Unis semble ne pas avoir été



pertinente. Pyongyang a développé l'arme atomique pour une raison majeure : sécuriser le régime en dissuadant toute intervention militaire extérieure qui chercherait à le renverser. Les cas afghan, iraquien ou plus récemment libyen n'ont fait que renforcer cette crainte. Jonathan Pollack, qui retrace l'historique du programme nucléaire nord-coréen, évoque la notion de *survivalism*. Le développement du programme nord-coréen permet également à Pyongyang de tenter d'équilibrer le rapport de forces dans la péninsule, alors que l'écart capacitaire avec le Sud ne cesse de croître.

Pyongyang ne semble avoir développé son programme nucléaire ni à des fins mercantiles (aucune preuve officielle de prolifération nucléaire), ni à des fins militaires offensives. En effet, le régime a bien conscience que le franchissement des deux lignes rouges que sont le recours à l'utilisation d'armes nucléaires et la prolifération horizontale de matériels nucléaires, entraînerait des représailles massives, non seulement de l'alliance américano-sud-coréenne mais également de son voisin chinois. La Corée du Nord s'est engagée dans un processus constitutionnel permettant de faire de la possession d'armes nucléaires un élément d'identité du régime. Ainsi, la constitution a été révisée en avril 2012 afin de qualifier le pays « *d'État nucléarisé* ». Le 1^{er} avril 2013, l'Assemblée suprême du peuple a voté une loi qualifiant la Corée du Nord de « *pays équipé pleinement d'armes nucléaires* ». Le Politburo a pour sa part adopté une stratégie visant à la fois au renforcement des capacités nucléaires tout en insistant sur le développement économique du pays. Pyongyang cherche donc à se faire reconnaître *de facto* comme une puissance nucléaire à part entière. Cette volonté a été clairement affichée le 22 avril 2013, quand le régime a exhorté la communauté internationale à reconnaître la nucléarisation de la Corée du Nord. Le régime se sert des précédents israélien, indien et pakistanais comme d'un exemple de reconnaissance *de facto* du statut nucléaire d'un État.

Concernant la dénucléarisation de la Corée du Nord, trois scénarios peuvent être envisagés. Le premier vise un accroissement des sanctions internationales dans l'espoir que le programme nucléaire nord-coréen devienne insoutenable pour le régime, faisant échouer la stratégie duale du régime (nucléaire + développement économique). Le second consiste à mener des négociations aboutissant à la signature d'un traité de paix avec les États-Unis et à



une normalisation des relations diplomatiques avec Tokyo. Le troisième est la chute du régime, soit par une intervention militaire externe, soit par un effondrement interne brutal, soit par une réforme progressive du régime qui dénaturerait sa stratégie actuelle. Aucun de ces scénarios ne semble aujourd'hui possible. Les sanctions onusiennes couplées à l'embargo américain et japonais n'ont pas permis de mettre fin à la nucléarisation du pays, bien qu'ils aient pu la retarder. Une reconnaissance de la Corée du Nord par les États-Unis n'est pas une option envisagée par l'administration Obama et la signature d'un traité de paix ne changerait en rien le problème structurel de l'asymétrie des forces au détriment de la Corée du Nord. Si une intervention militaire externe est exclue de par son coût politique et stratégique, un effondrement brutal l'est tout autant de par les intérêts chinois qui cherchent à tout prix à l'éviter. Une réforme progressive du régime semble peu probable, car une telle réforme serait couteuse pour les intérêts de l'élite politique au pouvoir. Si la « *dénucléarisation de la péninsule* » correspond à la volonté répétée des leaders Kim Il-sung et Kim Jong-il, il convient de souligner qu'il s'agit non pas de la dénucléarisation unilatérale du Nord, mais bel et bien de l'ensemble de la « péninsule ». Ce terme, utilisé également par les autorités chinoises, est ouvert à interprétation et correspondrait pour certains à une dénucléarisation « totale » de la Corée du Sud, ce qui signifierait que la Corée du Sud devrait cesser d'être placée sous la protection du parapluie nucléaire américain, remettant *in fine* en cause l'alliance militaire même entre Séoul et Washington.

3. LES TROIS PILLIERS D'UNE STRATÉGIE SUD-CORÉENNE ÉVOLUTIVE

Dans son dernier Livre blanc publié en 2012, le gouvernement sud-coréen place au cœur des objectifs de défense nationale la protection du pays face aux menaces d'invasions extérieures, la poursuite de l'unification pacifique de la péninsule et la contribution à la stabilité régionale. La pensée stratégique sud-coréenne est entièrement tournée vers la menace nord-coréenne. Le cœur de la stratégie sud-coréenne reste la « dissuasion active » (*active deterrence*) et plus précisément le nouveau concept de « stratégie de dissuasion sur mesure » (*tailored deterrence strategy*). En découle le maintien prioritaire d'une posture de représailles immédiates et résolues contre les provocations ennemies, et l'importance stratégique de l'alliance avec les États-Unis. Cette posture sud-coréenne a été grandement



renforcée à la suite des attaques nord-coréennes de 2010 (torpillage de la corvette *Cheonan* et bombardement de l'île de Yeonpyeong). Ces attaques ont constitué un « game-changer » pour la pensée stratégique sud-coréenne, beaucoup plus que la possession par la Corée du Nord de l'arme nucléaire. En effet, la menace conventionnelle du Nord, pouvant « couvrir Séoul d'une mer de feu » avec ses armes conventionnelles et son arsenal chimique et bactériologique, est une réalité prise en compte dans l'élaboration de la posture stratégique sud-coréenne.

La « stratégie de dissuasion sur mesure » vise à dissuader la Corée du Nord de reproduire le scénario de 2010. Séoul s'autorise ainsi à frapper massivement les capacités militaires nord-coréennes en cas de nouvelle attaque. Cette riposte pourrait viser non seulement les unités à l'origine de l'attaque, mais aussi le commandement et les forces de soutien. Cette nouvelle stratégie militaire proactive est toutefois limitée par des règles d'engagement rigides et par un contrôle des opérations (OPCON) imposé par le commandement conjoint des forces (CFC) contrôlé par les États-Unis dans le cadre de leur alliance militaire.

La prise en compte de façon bien plus claire de la dimension maritime constitue un élément important de l'évolution de la pensée stratégique sud-coréenne. La présidente Park l'a rappelé en nommant pour la première fois un amiral, Chie Yoonhee, comme chef d'état-major des armées, mais aussi en insistant sur cette dimension lors d'un discours prononcé à l'occasion du sixième anniversaire de la création des garde-côtes coréens. Sur le plan stratégique, la Corée du Sud se considère comme une île depuis la division de la péninsule et l'instauration de la zone démilitarisée avec la Corée du Nord qui la coupe du continent eurasiatique. Son commerce extérieur repose sur le commerce maritime tout comme ses approvisionnements énergétiques. La Corée du Sud se perçoit désormais comme une puissance maritime, neuvième en termes de trafic maritime et première en termes de construction navale. Ce n'est donc pas sans raison que le Livre blanc sud-coréen de 2012 a pour la première fois clairement présenté la *Northern Limite Line* (NLL), tracée en 1953, comme la frontière maritime avec la Corée du Nord. La défense des îles situées au Sud de cette NLL (notamment celle de Yeonpyeong bombardée en 2010) et revendiquées par la Corée du Nord, constitue désormais une priorité pour l'armée sud-coréenne avec



notamment la création d'un commandement de défense des îles du Nord-ouest (*Northwest Islands Defense Command*).

Cette évolution de la doctrine stratégique sud-coréenne se déroule en parallèle au renforcement de l'alliance avec les États-Unis. C'est la base du concept d'armée d'élite avancée (*Advanced Elite Military*) alliée aux États-Unis, présentée dans le dernier Live blanc. Ce choix d'une alliance avec une puissance éloignée présente l'avantage de n'interférer que de manière très limitée dans les affaires intérieures de la Corée du Sud. Les deux alternatives qu'étaient une politique d'équidistance parfaite entre la Chine et les États-Unis (sur le plan militaire) et une alliance militaire avec la Chine sont désormais fermement écartées. La présidente Park Geun-hye a réaffirmé cette option lors de son séjour à Washington en mai 2013, avec la volonté affichée de faire de l'alliance militaire avec les États-Unis une alliance de sécurité pour le XXI^e siècle (*21st Century security alliance*) qui soit une alliance stratégique complète (*comprehensive strategic alliance*). L'alliance avec les États-Unis confère une plus grande marge de manœuvre à Séoul, comme en témoigne l'accord signé au printemps 2013 en réponse à l'essai balistique nord-coréen de décembre 2012, qui permet d'augmenter la portée des missiles balistiques sud-coréens à 800 km, afin de pouvoir frapper l'ensemble du territoire nord-coréen.

Au-delà des réassurances et démonstrations américaines de leur engagement aux côtés du Sud face aux provocations du Nord (envoi de B-52, B-2 et F-22 sur les bases américaines en Corée du Sud en mars 2013), un élément du débat est le transfert de l'OPCON à la Corée du Sud. Certaines voix s'élèvent à Séoul afin que ce transfert, envisagé pour 2015, soit repoussé, permettant aux forces sud-coréennes de mieux se préparer. La très grande proximité entre la Corée du Sud et l'allié américain est illustrée par le fait que la plupart des directeurs de centres de recherches ont fait leurs études aux États-Unis et y ont la majeure partie de leurs réseaux, qu'il s'agisse des centres de recherches gouvernementaux (*Korea Institute for Defense Analyses* dépendant du ministère de la Défense, *Institute for Foreign Affairs and National Security* proche des services de renseignements et *Research Institute for National Security Affairs* dépendant de la *National Defense University*), universitaires (*Seoul National University*, *Yonsei University*, *Korea University*) ou indépendants (notamment le très



influent *Asan Institute for Policy* financé par Hyundai). Certains en viennent même à parler de la « *clique de Georgetown* » regroupant les diplômés coréens de l'université américaine, dont le pôle Corée est dirigé par le Pr. Victor Cha, ancien du NSC sous la présidence de G. W. Bush. Les échanges avec la Chine demeurent en revanche limités, du fait d'une méfiance exacerbée par la proximité de Pékin avec Pyongyang et de l'attitude chinoise lors des incidents de 2010. Les échanges sont également limités avec le Japon, du fait des tensions nationalistes entre les deux pays (revendications japonaises sur Dokdo et gestion politique du thème des femmes de réconfort pendant la Deuxième Guerre mondiale), malgré les efforts de Washington pour les intensifier.

L'une des inconnues de la pensée stratégique sud-coréenne demeure la question du *cyberspace*. Alors qu'un commandement a été créé récemment (*ROK Cyberspace command*) et que le pays a organisé une conférence internationale sur le *cyberspace* à l'automne 2013, la ligne rouge du gouvernement reste floue s'agissant des cyber-attaques nord-coréennes répétées qui visent Séoul. Les autorités sud-coréennes refusent pour l'instant de communiquer sur leur approche de la « cyber-guerre ».

4. LE FAUX DÉBAT SUR LA NUCLÉARISATION DE LA CORÉE DU SUD

La question de la nucléarisation de la Corée du Sud, que ce soit à travers le développement d'un programme nucléaire national² ou à travers le redéploiement d'armes tactiques américaines sur le territoire sud-coréen, anime le débat public même si le gouvernement s'oppose catégoriquement à recourir à cette option. Un fervent partisan de l'acquisition par Séoul d'une force de dissuasion nucléaire est un des dirigeants du parti conservateur au pouvoir, Chung Mong-joon, héritier de l'empire industriel Hyundai qui finance le think tank *Asan*. Selon lui, le parapluie nucléaire américain n'est pas suffisant pour protéger le territoire sud-coréen et seul le développement d'un programme nucléaire local dissuaderait la Corée du Nord de développer le sien. Selon Lee Chun Geun du *Korea Economic Research Institute*, un tel programme forcerait les États-Unis, la Russie et surtout la Chine à faire pression sur la Corée du Nord, de peur d'un effet domino vers le Japon et Taiwan. D'autres, comme Won

² Dans un récent sondage, plus de 60% de la population sud-coréenne serait en faveur d'un tel programme nucléaire sud-coréen



Yoo-chul, ancien président du Comité de défense nationale, soutiennent un redéploiement des armes tactiques nucléaires américaines sur le territoire sud-coréen, comme c'était le cas jusqu'en 1992. Malgré cela, la position officielle du gouvernement sud-coréen reste inchangée. Chun Young-woo, conseiller présidentiel pour les affaires étrangères et la sécurité nationale (l'équivalent coréen du directeur du *National Security Council* américain), rappelait le 20 février 2013 que le développement d'un programme nucléaire était exclu par la Corée du Sud, car de nature à modifier les équilibres et remettre en cause l'alliance avec Washington.

5. L'IMPUISSANCE DES PUISSANCES RÉGIONALES

Les problèmes dans la péninsule coréenne ne peuvent être résolus que par une approche multilatérale régionale. Cependant, l'incapacité des puissances régionales à adopter une position commune conduit à une impasse diplomatique. Le Japon et la Russie sont hors-jeu. Le Japon continue de bloquer sur la question de ses ressortissants kidnappés dans les années 1960 et 1970, malgré l'avancée permise par le sommet entre Kim Jong-il et le premier ministre japonais Koizumi, en 2002. Le nationalisme accru du gouvernement de Shinzo Abe freine toute coopération avec la Chine et la Corée du Sud. En mai 2013, la visite surprise à Pyongyang d'un conseiller du premier ministre Abe, Isao Iijima, a été critiquée par Séoul qui l'a qualifié de « *non utile* ». Les initiatives unilatérales du Japon afin de servir des considérations de politique intérieure ne favorisent pas le consensus régional. La Russie, tout en reconnaissant que la Corée du Nord est une menace, n'a pas de projet politique et son projet économique de développement de son Extrême Orient demeure à l'état de projet. Si la Corée du Sud demeure un acteur de premier plan, tout accord stratégique sur la Corée du Nord nécessitera donc avant tout un accord entre Pékin et Washington.

La politique de Pékin vis-à-vis de la Corée du Nord est une politique pragmatique, façonnée par des intérêts nationaux dont le principal demeure la stabilité de la péninsule et le maintien du *statu quo*. Cette politique est une constante depuis la fin des années 1950, malgré des périodes de fortes tensions entre les deux voisins, notamment lors de l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Séoul, en 1992. Tout récemment,



les autorités chinoises ont été particulièrement agacées par les dernières provocations nord-coréennes. En conséquence, la Chine a renforcé ses déclarations sur la dénucléarisation de la péninsule, rejoignant en cela l'intérêt des États-Unis. Cette évolution de la position chinoise doit cependant être relativisée. Il se pourrait qu'elle constitue seulement un message en direction de Washington pour faciliter la création d'un « *nouveau type de relations entre grands puissances* », comme avancée par le président Xi, beaucoup plus qu'une évolution de la pensée stratégique vis-à-vis de la Corée du Nord.

De son côté, le principal intérêt américain dans la péninsule coréenne reste la non-prolifération et la dénucléarisation de la péninsule. C'est la raison pour laquelle Washington a réaffirmé son retour militaire dans la zone. Cette stratégie américaine accroît le sentiment d'insécurité de la Chine et pourrait renforcer son intérêt stratégique pour la Corée du Nord, un des rares « alliés » de Pékin. C'est sur ce point que la Corée du Nord entend jouer afin d'éviter toute coopération sino-américaine. Il apparaît pourtant qu'un accord sino-américain sur le dossier nord-coréen serait la meilleure option afin de limiter les provocations nord-coréennes et d'avancer sur la question de la dénucléarisation de la péninsule.

6. UNE MARGINALISATION EUROPÉENNE ET FRANÇAISE

L'Union européenne et la France sont plus que jamais marginalisées sur le dossier coréen. Sud-Coréens, Américains et Chinois, qu'ils soient universitaires ou officiels, n'évoquent jamais le rôle de l'Union européenne et de la France et ne les considèrent pas comme des partenaires stratégiques, même sur le dossier nucléaire. Le problème coréen est traité de façon régionale par les acteurs en place, laissant à la gestion de la communauté internationale la seule question de la prolifération nucléaire et balistique.

L'Union européenne, autrefois membre de l'Organisation de développement énergétique coréenne (KEDO), n'est pas membre des pourparlers à Six (XX), alors même qu'elle est aux avant-postes de la lutte internationale contre la prolifération nucléaire et qu'elle participe à l'aide humanitaire en direction de la Corée du Nord, à travers sa politique d'engagement critique. La France, qui n'a toujours pas établi de relations diplomatiques avec la Corée du



Nord, reste marginalisée, même si elle participe activement aux discussions au Conseil de sécurité des Nations unies. Cela pourrait changer avec une vraie politique volontariste en direction de l'Asie, car la France, comme l'UE, pourrait jouer un rôle d'intermédiaire et de médiateur, n'ayant aucun intérêt stratégique dans la péninsule coréenne. Mais pour cela, il faudrait garantir leur neutralité sur ce dossier à la Corée du Nord et à la Chine, ce que les États-Unis ne sont peut-être pas prêts à accepter.

POUR ALLER PLUS LOIN :

CHUNG Jae Ho and CHOI Myung-hae, "Uncertain allies or uncomfortable neighbors? Making sense of China–North Korea Relations, 1949–2010", *Pacific Review*, juillet 2013, vol. 26, Issue 3, p. 243-264.

Un article académique complet sur la difficile relation entre Pékin et Pyongyang, exposant les limites de l'influence chinoise.

HILL Christopher, "The Elusive Vision of a Non-nuclear North Korea", *Washington Quarterly*, printemps 2013, vol. 36, Issue 2, p. 7-19.

Si la dénucléarisation de la Corée du Nord est l'objectif de la seconde administration Obama, alors une coordination plus grande avec la Corée du Sud et la Chine est indispensable.

ROEHRING Terence, "North Korea's Nuclear Weapons: Future Strategy and Doctrine" *Policy Brief, Project on Managing the Atom*, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, mai 2013.

Un bref mais intéressant rappel de la stratégie nucléaire nord-coréenne.

FITZPATRICK Mark, "North Korea: Is Regime Change the Answer?", *Survival*, juin/juillet 2013, vol. 55, Issue 3, p. 7-20.

Si l'effondrement du régime n'est pas une solution à court terme, la seule solution viable à long terme, selon l'un des directeurs de l'IISS, et une réunification sous le leadership sud-coréen.



KIM Yongho, “North Korea’s Threat Perception and Provocation Under Kim Jong-un: The Security Dilemma and the Obsession with Political Survival”, *North Korean Review*, printemps 2013, vol. 9, Issue 1, p. 6-19.

Cet excellent article souligne que l’obsession de l’élite nord-coréenne reste la survie du régime, expliquant le comportement de la Corée du Nord.

SEO Jungkun, “Who Takes North Korea Seriously? U.S. Congress and Policy toward Pyongyang, 2009-2012”, *Korean Journal of Defense Analysis* (Korea Institute for Defense Analyses), juin 2013, vol. 25, Issue 2, p. 191-209. Cet article présente l’influence du Congrès sur la formulation de la politique américaine à l’égard de la Corée du Nord, à travers le cas de groupes d’intérêts.

